LE SECRET

DE

LA COALITION DES ENNEMIS

DE LA RÉVOLUTION FRANÇOISE.

LE SECRET
DE
LA COALITION DES ENNEMIS DE LA RÉVOLUTION FRANÇOISE.

Je vous dirois mon nom, ſi votre précipitation à juger les hommes ne vous empêchoit pas de juger les choſes.

LA France vient d'éprouver une révolution. Les troubles ſont inſéparables de toute grande criſe politique; peut-être même ſont-ils utiles pendant quelque tems; & telle eſt la nature de l'homme, que les meilleures inſtitutions, que les plus ſublimes vérités ne peuvent naître & ſe développer pour lui qu'au ſein des agitations, des diſputes & des paſſions. Cependant cette fermentation finiroit par détruire ce qu'elle a dû perfectionner, ſi elle ſe prolongeoit au-delà du terme que la raiſon & l'intérêt public doivent lui preſcrire.

C'eſt aux vrais amis de la liberté qu'il appartient de fixer ce terme, de l'indiquer aux nations, & de leur dire : le moment eſt venu où il faut que les troubles ceſſent, où il faut que vous laiſſiez s'affermir ſur leurs baſes les maſſes

que vous y avez placées avec tant de fatigue & de peine, où il faut enfin que le tems, cet organe redoutable & peut-être unique de la vérité, vous apprenne si, vous livrant à des illusions passageres, vous avez immolé toute une génération à un rêve de quelques heures, ou si, guidés par la raison éternelle, vous avez fondé sur les sacrifices de quelques jours la prospérité de plusieurs siecles.

S'il faut dire au peuple de grandes vérités, il faut sur-tout ne les lui dire ni trop tôt ni trop tard.

C'est vouloir n'être pas entendu que de parler le langage doux & tempéré de la raison à des hommes que la fureur entraîne, & que les illusions entourent.

C'est vouloir ne remédier à rien que d'attendre, pour offrir des conseils, que la ruine du malheureux soit consommée, & que, périssant au fond de l'abîme, il ne puisse même plus voir celui dont la main l'en eût écarté.

C'est donc à bien connoître le moment de se faire entendre que doivent s'appliquer tous ceux qui aiment véritablement le peuple & prétendent à l'éclairer.

Je pense que ce moment est venu. — J'espere en donner la démonstration, & cette démonstration doit naître de l'examen attentif de l'état actuel des choses.

Il exiſte encore de la fermentation, mais de quelle nature eſt-elle ?

Le deſpotiſme ancien n'eſt plus. Si quelques hommes prononcent encore ſon nom, c'eſt uniquement par habitude, ou pour ſervir l'ambition des chefs de parti, qui ne peuvent faire ſupporter leur joug au peuple qu'en lui montrant des ennemis.

Les parlemens ont cédé à la volonté nationale ; l'ordre judiciaire nouveau exiſte, malgré ſes nombreuſes imperfections ; & l'intérêt perſonnel de tous ceux qu'il occupe & qu'il nourrit lui aſſure de nombreux ſoutiens ; une ſeule ſource d'inquiétude peut ſubſiſter à cet égard ; c'eſt le retard que l'on apporte à la liquidation des anciens offices ; mais cette cauſe ceſſera ſi l'aſſemblée nationale veut bien lui fixer un terme par un décret ; il eſt même inconcevable qu'aucun des chefs actuels n'ait eu cette idée ſi ſimple, & dont l'adoption aſſure à jamais l'anéantiſſement des anciens corps judiciaires.

La nobleſſe, comme ordre, n'a plus aucune eſpérance de reprendre l'exiſtence politique qu'elle n'a pas ſu conſerver ; ſes propriétés féodales ſont détruites ; l'intérêt des payſans garantit qu'elles ne renaîtront pas ; & la patience avec laquelle les nobles ont dévoré de nombreux outrages & d'atroces vexations, garantit qu'ils ne troubleront pas efficacement l'ordre public.

Le clergé avoit deux grands moyens d'agir: ſes richeſſes & l'opinion. Les richeſſes lui ſont enlevées, & l'opinion a été dirigée contre lui. — Si dans ce moment on lui a fait quelques partiſans, en lui fourniſſant une occaſion de ſe rallier à une opinion religieuſe, & de s'honorer d'une réſiſtance déſintéreſſée, c'eſt uniquement la faute du jeune Barnave, qui, proteſtant, & enivré par quelques ſuccès, a cru pouvoir propoſer un ferment inutile, ſans calculer la force de l'opinion catholique & le danger des circonſtances. En ſe relâchant de fait ſur ce point, il n'y aura point de troubles; & l'aſſemblée nationale, par deux diſpoſitions ſubſéquentes, a déja prouvé qu'elle s'y décideroit facilement. Quoi qu'il en ſoit, le clergé n'eſt point à craindre.

De ces conſidérations, il réſulte qu'aucun motif raiſonnable ne devroit entretenir dans l'intérieur cette fermentation, cette inquiétude que l'on veut encore y fomenter.

Cependant l'agitation eſt réelle; une partie de l'aſſemblée nationale adopte, propage les alarmes; le club des jacobins occupe ſans ceſſe le public de dénonciations contre de prétendus projets de contre-révolution; le comité des recherches, épaiſſiſſant les ténèbres qui couvrent ſa nullité, fait de tems en tems remettre au ſecret les deux ou trois victimes qu'on lui a

donné à tourmenter; & ses membres, sans jamais s'expliquer sur rien, affectent de répondre que leur existence est encore nécessaire pour plusieurs mois.

La municipalité de Paris, par la timidité de sa marche & ses cajoleries pour le peuple, perpétue l'anarchie, & voit, plutôt qu'elle ne regle, les mouvemens de la capitale. Les quarante-huit sections, livrées pour la plupart à l'influence des jacobins, s'occupent de tout, déliberent sur tout, accueillent les bruits les plus absurdes, & se permettent des mouvemens dont auroit rougi la démocratie d'Athênes. Quelques municipalités de province vexent encore les individus domiciliés ou voyageurs, établissent des comités de recherches, violent le secret des lettres & méconnoissent souvent la hiérarchie des pouvoirs administratifs; enfin des journalistes innombrables prêchent ouvertement l'assassinat, le mépris des loix, & sur-tout la haine contre le roi, & les dépositaires de tous les pouvoirs.

Nous avons vu qu'aucun danger réel n'existe ni de la part de l'autorité royale, ni de celle des ordres ou corps que la révolution a détruits.

Il faut donc chercher ailleurs les causes de l'agitation actuelle : je crois qu'elles se bornent à trois.

Le défaut de cohésion dans la nouvelle machine politique.

L'intérêt des chefs de la révolution, bien différent de l'intérêt de la révolution elle-même.

Les suggestions d'une puissance étrangere, pour qui la perpétuité de nos troubles est de la plus évidente utilité.

De ces causes, la premiere seule exige des remedes lents & successifs, & tient à la nature des choses. Les deux autres doivent cesser du moment où elles seront bien & généralement connues.

Les inconvéniens qui naissent du défaut de cohésion dans la nouvelle machine politique doivent être supportés encore quelque tems; mais il faut qu'à chaque occasion l'assemblée nationale leur oppose le remede qui doit infailliblement les guérir. Ce remede est le soin journalier, non-seulement de faire rentrer chaque pouvoir dans la limite de la loi, mais de forcer chaque pouvoir à faire tout ce que la loi lui commande. Il faut apprendre à tous les fonctionnaires publics que laisser faire n'est pas gouverner; que prétendre échapper par la nullité à la responsabilité légale, c'est outrager le peuple, la loi & la raison; que nous entendons payer des gens qui fassent bien, & non des gens qui ne fassent pas; & que les agens du pouvoir exécutif, par exemple, n'auront le droit de représenter que leur pouvoir est insuffisant, qu'après qu'ils en auront usé dans toute l'extension que la loi

lui donne aujourd'hui, & qu'ils auront démontré qu'il eſt au-deſſous des obſtacles qu'elle lui a commandé de vaincre.

Il faut que l'aſſemblée nationale ſe défende ſoigneuſement de l'ambition de ſes comités particuliers; il en eſt ſorti plus d'ineptie & de deſpotiſme que jamais intendant n'en a fabriqué. — Ces comités que ſe ſont partagés quelques chefs de parti bien intrigans & bien avides, & dont une multitude de membres eſtimables ſont exclus, veulent abſolument adminiſtrer, & de cet abus en naît une infinité d'autres. Que ſont dans l'antichambre de M. A. de Lameth, préſident du comité militaire, cette foule de ſolliciteurs ? eſt-ce des loix ou des graces qu'ils demandent ? — Cet homme eſt-il miniſtre ou légiſlateur ? il eſt viſiblement l'un & l'autre, & l'un plus que l'autre ; il fait les liſtes, il nomme aux emplois, il protege. Eſt-ce donc pour ſubſtituer un Lameth à un Dubois que la France a fait une révolution. — Je le dis, parce ce que j'en ſuis ſûr ; un ſeul décret qui réprimeroit cet abus, qui ordonneroit au légiſlateur de quitter la contenance miniſtérielle, & au miniſtre du roi de n'être plus le ſecrétaire d'un comité, donneroit à toute la machine adminiſtrative l'impulſion ſans laquelle il eſt impoſſible qu'elle agiſſe : quelle que ſoit la forme de gouver-

nement que l'on adopte, il faut, pour qu'elle existe, que tous les rouages administratifs reçoivent un mouvement uniforme & constant; s'il y a du vague, de l'incertitude, des variations dans l'étendue & la nature des fonctions attribüées à un pouvoir, ce pouvoir se hâte de substituer l'arbitraire au silence de la loi; il fait ce qu'il veut; l'ambition de l'un n'est contenue que par l'ambition de l'autre; & faute d'un régulateur, il n'existe plus que désordre. — Le seul moyen d'obvier à ces maux, c'est de donner à la loi son application rigoureuse; & si ce moyen est adopté au centre de la machine, si le corps constituant en donne l'exemple, s'il écarte de son sein tout arbitraire, s'il contient sévérement les pouvoirs qui sont le plus près de lui, les abus s'écarteront insensiblement & finiront par ne plus obstruer l'organisation. En un mot, si l'assemblée nationale veut renvoyer au pouvoir exécutif ce qui le regarde, accuser les ministres négligens, comme les ministres usurpateurs, & réduire ses comités à lui faire des rapports de constitution ou de législation, sans souffrir qu'ils s'érigent en ministres, ou en conseils de ministres, tous les troubles qui ne tiennent *qu'au défaut de cohésion dans la machine politique* cesseront en fort peu de tems. C'est par l'assemblée nationale seule que ce bien peut nous arriver, &

c'eſt elle ſeule qu'il en faut accuſer, ſi le bien ſe retarde encore.

Paſſons à la ſeconde cauſe annoncée. — L'intérêt des chefs de parti. — Il eſt évidemment ſéparé de celui de la révolution.

Un peuple aſſervi, qui fait une révolution, a néceſſairement un but unique ; la liberté. Pour y parvenir il faut qu'il agiſſe. Pour agir il faut qu'il ait des chefs. — Ceux-ci ne devroient avoir d'autre but que la liberté à laquelle ils s'offrent de le conduire. Mais il arrive trop ſouvent que, mus par leurs propres paſſions, ils ſe font un but particulier, tel que la domination, la fortune, la gloire ; & même il eſt pour ainſi dire impoſſible que quelques-uns de ces véhicules n'entrent pas pour beaucoup dans la conduite des hommes les plus purs & les plus dignes de confiance. — De cette réflexion ſimple, il réſulte que le peuple, s'il ne veut pas être écarté de ſon but par ceux même qu'il a pris pour l'y conduire, doit examiner attentivement ſi ſes chefs ont fait ou lui ont conſeillé des démarches qui rapprochent d'un but autre que ſa liberté, & que du moment où cet examen juſtifie ſes inquiétudes, il doit leur retirer ſa confiance, leur ſubſtituer des guides plus fideles, ou ce qui vaut mieux, parce qu'alors le danger ceſſe, ſubſtituer promptement des loix à des hommes, &

obéir exclusivement à celles-là, pour que jamais ceux-ci ne parviennent à l'asservir. Voilà le conseil que la raison donne à tout peuple qui veut être libre. — Les chefs actuels des François me sauront gré sans doute de ne pas examiner en détail tous les motifs de défiance que doivent nous inspirer également leurs actions passées, & leur conduite présente, & leur caractere connu. — Les uns sont d'anciens esclaves de cour dont le patriotisme date de la chûte de leurs bienfaiteurs ; d'autres des hommes accessibles à tous les genres de corruption qui n'ont jamais encensé que la fortune ; d'autres des sectaires fanatiques & envieux qui allioient les rêveries du jansénisme aux plus grandes opérations législatives ; quelques-uns sont de féroces tribuns, ennemis de toute autorité, & qui ne respirent que le trouble ; tous commencent à se partager les places honorifiques ou lucratives ; tous étalent aux yeux du peuple séduit le luxe de la domination, & quelques-uns celui des dépenses les plus scandaleuses.

De tels hommes ont un intérêt certain à perpétuer l'existence utile ou brillante qu'ils ne doivent qu'aux circonstances ; la constitution achevée, la législature finie, le peuple calme & libre, ils ne sont plus rien ; il est donc évident qu'ils ne veulent pas, qu'ils ne peuvent pas vou-

loir que le peuple ſoit calme & libre, que la conſtitution s'acheve, & que la légiſlature finiſſe. Veut-on appuyer le raiſonnement par des faits ? ils ſe préſenteront en foule.

Le roi a juré de maintenir la conſtitution, il a ſuivi docilement, non ſeulement l'impulſion irréſiſtible de l'eſprit public, mais quelquefois l'impulſion inſolente des chefs jacobins; il a tout tenté pour déſarmer les haines & calmer les méfiances; & dans le moment même les chefs populaires dénoncent ſa prétendue fuite, ſonnent le tocſin ſur des rêves, & prêchent par-tout la défiance.

L'aſſemblée nationale a déclaré le droit de tout citoyen d'aller & de venir librement dans l'étendue du royaume & d'en ſortir à ſon gré; & malgré la loi les chefs populaires inſpirent aux ſections de retenir les tantes du roi, quoiqu'il ſoit connu de tout le monde qu'elles ſont totalement étrangeres aux affaires publiques, & que le motif de leur voyage eſt une de ces opinions religieuſes dont l'aſſemblée nationale a déclaré la liberté.

Le clergé, réduit à ſa pauvreté primitive, murmuroit, mais obéiſſoit; dans le moment un des chefs populaires propoſe un ferment abſurde, qui tend à révolter les conſciences, à priver le peuple de ſes paſteurs les plus eſtimés, à ſuſciter des troubles effrayans, à motiver des perſécutions, à livrer les ſieges du royaume

aux huit ou dix curés ſcandaleux ou ineptes qui ſe ſont vendus à la révolution depuis qu'elle eſt aſſurée.

Les colonnies, travaillées par des factieux, nous demandoient protection; & les chefs populaires, par des décrets mal conçus & prononcés ſans diſcuſſion, y ont éternisé les troubles, & préparé la ruine de notre commerce.

Le comité central, cédant au vœu de la partie ſaine de l'aſſemblée, lui préſente cet ordre de travail, & lui dit : prononcez que lorſque ces objets ſeront remplis vous remettrez vos pouvoirs & rentrerez dans la vie privée; & dans le moment les chefs populaires, s'élancent à la tribune, s'oppoſent au décret qui marque un terme à leur puiſſance, & ſe trouvent heureuſement repouſſés par une majorité qui honorent le corps légiſlatif. Le calme exiſte depuis quelques ſemaines dans Paris; & l'un de ces mêmes chefs populaires s'écrie dans le milieu du club qu'il conduit, qu'il faut renouveller la leçon du ſix octobre; un autre propoſe de ſe donner une armée qui puiſſe incendier les foyers du pouvoir exécutif.....

Je ne pouſſerai pas plus loin cette énumération, elle ſuffira ſans doute pour démontrer que l'intérêt des chefs populaires eſt bien loin de ſe confondre avec l'intérêt du peuple. Et cette vérité une fois bien établie, celui-ci mériteroit tous

ſes malheurs s'il ſuivoit plus long-tems des guides perfides dont l'ambition & la cupidité ſont évidemment l'une des cauſes de la fermentation qui éloigne encore de nous le regne des loix & de la liberté.

Il me reſte à préſenter la troiſieme cauſe, à laquelle j'ai attribué la perpétuité des troubles; elle mérite la plus ſérieuſe attention. C'eſt l'influence exercée parmi nous par une puiſſance étrangere. Cette cauſe ſe joint aux deux précédentes, ſe combine ſur-tout avec les menées des tribuns du peuple, & produira les effets les plus funeſtes ſi l'on ne s'occupe de la combattre. Je vais établir d'abord combien tous les calculs politiques nous indiquent cette influence, & je rappellerai enſuite les faits qui nous démontrent qu'elles exiſtent.

Notre révolution a dû néceſſairement donner aux diverſes puiſſances de l'Europe & des eſpérances & des craintes. Si d'une part la propagation de nos principes a pu leur paroître menacer tous les ſouverains, de l'autre les triſtes effets qui réſulte de toute eſpece de convulſion politique ont dû préſenter à leur ambition la poſſibilité de nous entamer, ou de profiter d'une maniere quelconque de notre affoibliſſement. — Cette double maniere de voir a dû les conduire au même point. Nous remettre ſous le joug par la force,

eſt un rêve qu'aucune d'elles n'a fait ; & la preuve qu'aucune n'en a conçu le projet, c'eſt qu'elles ont toutes laiſſé s'affermir la révolution que l'on ne pouvoit attaquer qu'à ſa naiſſance.

Mais un autre moyen a dû naturellement ſe préſenter ; c'eſt de fomenter les troubles & de careſſer les factions ; & de ce travail il a dû réſulter la double eſpérance de conſommer notre ruine par l'anarchie, & de ſe défendre de la propagation de nos principes, en effrayant tous les peuples par le ſpectacle de nos maux & de notre déſorganiſation. — Pour juger par qui ce ſyſtême a pu être préférablement adopté, & comment on a pu l'exécuter, il faut jetter un coup-d'œil rapide ſur l'état politique de l'Europe.

S'il eſt une puiſſance rivale de la France qui ait de grandes injures à venger, dont les poſſeſſions ſoient tranquilles, dont le miniſtere ſoit éclairé, & la morale plus politique que ſévere ; ſi à côté de cette cour il exiſte un roi foible, dominé par une ſecte d'illuminés fanatiques, & guidé par un miniſtre brouillon & avide ; ſi le roi, docile inſtrument de ſon allié, a conſtamment intrigué, payé & menacé quand celui-ci l'a voulu, il me ſemble qu'il faut être bien aveugle pour ne pas ſoupçonner à ces deux puiſſances les projets que leur intérêt leur dicte. Il ſuffit de bien connoître le cabinet de Saint-James & la

cour de Berlin pour changer ces ſoupçons en certitude : par le roi de Pruſſe a été conſommée l'oppreſſion de la Hollande, oppreſſion dont l'Angleterre a profité, & qui ſera éternellement la honte du miniſtere françois qui ne l'a point empêchée. — Par le roi de Pruſſe ont été fomentés les troubles de la Pologne, & par le roi de Pruſſe ont été ſoutenus, puis abandonnés les ariſtocrates Brabançons. Par le roi de Pruſſe ont été excités les mécontens Hongrois ; & lorſqu'il lui a été utile de les abandonner, le nom des hommes qu'il avoit ſéduits ou achetés a été lâchement livré aux miniſtres de Vienne. — Par le roi de Pruſſe les Liégeois ont été ſoulevés, & protégés quelques inſtans, & leur abandon eſt devenu la premiere clauſe d'un traité qui ajoute à la prépondérance de Léopold en Allemagne. — Partout on voit le même ſyſtême, la politique des hommes médiocres. — Trop foible pour dominer parmi des puiſſances redoutables, le miniſtere du ſucceſſeur du grand Frédéric recule, par des intrigues, & en ſemant par-tout le déſordre, le moment où la nullité paroîtra ; il promet ſon armée, ſes tréſors, ſa puiſſance ; les imprudens qu'il a ſéduits agiſſent, ſe révoltent, commencent la guerre, & en eſſuient toutes les horreurs ; l'armée ne paroît pas, les tréſors reſtent enfouis, ou ne ſont livrés que dans la proportion néceſſaire

pour nourrir le trouble ſans amener le ſuccès. Bientôt la protection eſt retirée, & il vend au deſpote la violation des promeſſes qu'il avoit faites à ſes eſclaves; voilà le tableau fidele de la politique du roi de Pruſſe. Voilà l'allié que l'Angleterre emploie ſi utilement ; j'ai rappellé ce qu'il a fait, j'en conclus que ſa conduite doit être la même avec nous; & maintenant je vais prouver que ce que le raiſonnement indique eſt juſtifié par les faits.

D'abord il eſt certain que les inſinuations pruſſiennes éloignent de tout accommodement avec nous ceux des princes allemands ſur leſquels la Pruſſe a conſervé de l'influence; les nouvelles de Ratisbonne confirment cette aſſertion. En ſecond lieu, & ceci ne laiſſe plus aucun doute, la Pruſſe entretient ici depuis quelques mois un agent dont toutes les vues ſont ſuſpectes, les démarches équivoques & les diſcours incendiaires. — Le ſieur Ephraïm, banquier, juif, neveu de cet autre Ephraïm, qui, miniſtre de Frédéric-le-Grand, pendant la guerre, ne trouva d'autre reſſource que d'inonder l'Allemagne de fauſſe monnoie; le ſieur Ephraïm eſt ici entretenu par le roi de Pruſſe; tantôt il prétend être chargé d'acheter des biens nationaux, & il n'y a pas une ſeule offre de faite par lui; tantôt il annonce être chargé de propoſer un traité de commerce,

&

& un traité de commerce entre la France & la Prusse est une incroyable chimere. Cet homme passe sa vie avec MM. de Lameth, avec madame de Sillery ; il a des conférences secretes avec M. d'Orléans ; il est introduit chez lui la nuit par une porte particuliere ; il a de fréquens entretiens avec le ministre de Prusse, & il touche souvent des sommes considérables chez M. de Laborde. — Cet homme s'environne de tous les subalternes révolutionnaires qui remplissent nos cafés & y fomentent l'exaltation ; cet homme ne parle de notre révolution qu'avec un enthousiasme plus que suspect. — Enfin cet homme répete & ose dire au milieu d'un café, qu'il n'y auroit de liberté en France que lorsqu'on auroit tué la reine.

A ces faits positifs ajoutez le nombre incroyable d'Anglois inconnus, qui se répandent dans tous les lieux publics de Paris, qui se glissent dans les clubs soi-disant patriotes, qui donnent à dîner aux écrivains soi-disant patriotes, qui donnent de l'argent aux motionnaires soi-disant patriotes ; & observez qu'entre les émissaires de Pitt & l'Israëlite prussien, les rapports sont plus que fréquens.

Il est impossible de méconnoître à ces symptômes la plus affreuse coalition contre la liberté & la tranquillité du peuple. — Qui a réuni nos factieux tribuns à ces agens d'une politique ennemie ? leur intérêt. Il est donc le même que le leur.

Cette réflexion les démaſque, cette réflexion nous indique nos tyrans, & ceux que la nation ne doit pas plus long-tems ſouffrir.

J'ai développé les trois cauſes auxquelles j'attribue la prolongation des troubles; je crois pouvoir conclure de leur examen, qu'il dépend abſolument de nous de revenir très-promptement à un meilleur ordre de choſes.

L'effet du défaut de cohéſion dans la machine politique ſera ſucceſſivement atténué, ſi l'aſſemblée nationale veut ſérieuſement le rétabliſſement de l'ordre, & commence par détruire l'influence inconſtitutionnelle de ſes comités ſur l'adminiſtration.

L'effet des cabales des chefs de parti ſera nul, ſi enfin le peuple veut un inſtant examiner quelles ſont leurs vues, & c'eſt cet examen que je lui préſente.

L'effet des ſuggeſtions anglo-pruſſiennes ſera nul, ſi la connoiſſance des démarches de ces agens ennemis eſt une fois généralement répandue, & c'eſt le tableau de ces démarches que je ſoumets à mes concitoyens.

Il m'eſt démontré qu'aucune de ces cauſes de trouble ne tient fortement, ni à la nature des choſes, ni à l'intérêt de la révolution; cet intérêt bien connu eſt le calme, le calme ſi favorable au progrès des lumieres, ſi déſeſpérant

pour l'ambition, ſi néceſſaire au commerce, à l'agriculture, aux arts, ſans leſquels il n'y a pas de véritable liberté.

Nous pouvons donc eſpérer enfin que les François ſont dans les circonſtances les plus favorables pour entendre la voix de la raiſon. Ses vrais ennemis ſont abattus ; ſes faux amis ſont démaſqués ; il exiſte des loix que l'expérience fera apprécier & perfectionnera ſans doute. La nation peut ſe paſſer de ces guides ambitieux qui veulent lui vendre trop cher leur prétendu patriotiſme ; elle peut ſe repoſer ſur les divers agens qu'elle s'eſt donnés, du ſoin d'adminiſtrer l'empire ; elle peut changer ſa turbulente inquiétude en une ſurveillance ſage & douce, & ſubſtituer les déciſions circonſpectes du véritable eſprit public aux ſentences féroces de la prévention populaire.

Je m'eſtimerois heureux, je croirois avoir bien mérité de ma patrie ſi la lecture de ces réflexions pouvoient hâter cette révolution, qui peut ſeule conſommer la nôtre.

Pour obtenir plus ſûrement encore ce réſultat, examinons encore & les prétextes & les moyens que l'on emploie pour perpétuer les alarmes.

On parle ſans ceſſe de l'empereur, on excite ſans ceſſe contre la reine. — Des politiques de mauvaiſe foi nous peignent Léopold comme notre

ennemi naturel. Des ſcélérats nous indiquent la reine comme une victime néceſſaire. — Il en coûte d'examiner des inepties & des atrocités, mais ſurmontons cette répugnance & diſcutons puiſqu'il le faut.

Léopold ne doit pas être notre ennemi, & tout nous prouve qu'il ne l'eſt pas. — Il ne doit pas l'être, parce que notre alliance lui eſt néceſſaire pour contre-balancer l'influence du roi de Pruſſe, dont les liaiſons intimes avec l'Angleterre ont augmenté la puiſſance ; parce qu'une guerre dans ce moment renouvelle les troubles de Hongrie, ranime les mécontens Branbançons & le met néceſſairement dans la ſituation la plus critique ; parce qu'enfin la reine ſa ſœur, eſt un otage trop précieux pour qu'il veuille jamais l'expoſer. — Il n'eſt pas notre ennemi ; car au moment même où, comme empereur, il a dû nous écrire une lettre officielle en faveur des princes poſſeſſionnés en Alſace, il a tellement agi ſur eux, que ceux de ces princes ſur leſquels il a de l'influence, ſont les ſeuls qui ſe prêtent aux négociations avec nous, tandis que les princes dirigés par la Pruſſe s'y refuſent obſtinément. Il n'eſt pas notre ennemi, car l'exminiſtre Calonne n'a pu entrer dans Vienne & a reçu à quatre lieues de cette ville l'ordre de n'y point entrer ; car le prince de Wirtemberg, dirigé par le cabinet

autrichien, n'a pas reçu dans Stukhard le prince de Condé, qui eſt actuellement en route pour Berlin ; car les troupes qui ſont en Brabant ſont reſtreintes au nombre indiſpenſable pour y maintenir l'ordre public. — Je n'ajoute rien à ces faits qui établiſſent invinciblement les intentions pacifiques de Léopold, & je paſſe aux horribles ſuggeſtions qui ont la reine pour objet.

Par quelle fatalité arrive-t-il qu'un peuple, naturellemeut doux, s'eſt auſſi vivement, auſſi aveuglément livré aux plus affreuſes préventions contre une princeſſe dont aucun crime n'a ſouillé la vie ? par quelle fatalité a-t-il accueilli des idées atroces, & peut-on lui dire impunément qu'il faut aſſaſſiner la Reine pour obtenir la liberté ? Jugeons nous-mêmes, avec l'impartialité de l'hiſtoire, cette femme que tant de préventions environnent. — Elevée par Marie-Thérèſe, deſtinée à l'héritier de Louis XV, Antoinette encore enfant eſt tout-à-coup tranſportée dans la cour la plus corrompue, & environnée des écueils de tous les genres ; le vice ſe montre par-tout à ſes yeux avec tous les dehors de la ſéduction ; & le ſeul être (1) qui peut lui parler de mœurs, ſe montre à ſa jeuneſſe avec tous les dehors du pédantiſme & l'aſpérité de la prude-

(1) Madame de Mouchy, dame d'honneur.

rie : un intrigant ſubalterne (1) eſt chargé de diriger ſa conduite ; bientôt la flatterie l'environne : c'eſt aux vertus qu'elle croyoit voir, & non pas aux vices que nous voyons, qu'elle a prodigué des bienfaits. Son rang, ſon éducation & ſes mœurs la ſéparoient de la vérité, & cette réflexion ſimple qui n'excuſe pas les vils flatteurs, explique peut-être leurs ſuccès & doit fixer nos idées ſur ces horribles dilapidations dont elle a plutôt été le prétexte que la cauſe. Au ſein de la diſſipation dont on l'entouroit, l'éducation de ſes enfans a toujours été ſon premier plaiſir. L'exil d'une gouvernante qu'une banqueroute ſcandaleuſe avoit flétrie fut l'ouvrage ſeul de la reine : dans le même tems, elle a voulu que ſa fille fût défendue de bonne heure des illuſions de ſon rang ; & dès qu'elle crut voir que le cortege nombreux & les gardes que l'étiquette lui donnoient nourriſſoit la vanité d'un enfant, elle ſe hâta de les écarter. Cette circonſtance qui a précédé de plus d'un an la révolution, méritoit d'être rappellée. Etrangere par ſon éducation & ſon âge au grand art de gouverner, elle a cru & a dû croire aux talens des charlatans audacieux qui ont ſucceſſivement trompé le roi & ruiné notre malheureux pays. Leur coupable facilité lui préſentoit des

(1) L'abbé Vermond.

occaſions fréquentes de faire ce qu'elle croyoit le bien, ce qu'on lui diſoit être le bien, on vouloit qu'elle le deſirât; elle ne deſiroit que ce qui étoit utile à quelqu'un ; ce qu'elle vouloit étoit-il poſſible, il étoit fait ; ne l'étoit-il pas, il ſe faiſoit. C'étoit avec ces aſtucieuſes flatteries qu'on égaroit ſa bienfaiſance ; elle ne ſavoit pas, & ne pouvoit pas ſavoir, que le bien fait aux courtiſans eſt toujours un mal fait au peuple. — Enfin, l'ineptie & le brigandage miniſtériels ont amené la révolution ; comment la lui a-t-on montrée? ſous quelles couleurs odieuſes ne lui a-t-on pas peint le peuple ! — Perfides & atroces flatteurs ! & je parle également à ceux qui flattent les paſſions des rois & à ceux qui envéniment les haines des peuples. Tandis qu'on parle au roi de ſéditieux, on parle au peuple de tyrans. C'eſt avec ces préventions mutuelles que le peuple & le roi s'approchent ; & combien ne faut-il pas de tems & de raiſon pour que la vérité renaiſſe ! — Au moment où la cauſe populaire a triomphé, la reine eſt venue ſans terreur dans cette capitale où la prévention ſembloit aiguiſer des poignards ; elle n'a vu que ſon époux, ſes enfans & ſon devoir. Supérieure aux circonſtances, elle a été conſtamment ce qu'elle devoit être, épouſe & mere. Depuis un an, je le demande à tous ceux qui l'ont obſervée, elle n'a marqué ni foibleſſe,

ni colere ; elle a fait tout ce qui pouvoit désarmer la haine. — Et cependant on cherche encore à susciter contre elle de nouveaux orages : on colporte encore l'affreux projet de l'égorger. —

Ouvrez les yeux , peuple françois , & à ces exécrables propositions reconnoissez vos ennemis. — Non, ce ne sont pas les amis de la liberté qui lui destinent de telles offrandes ; non, ce ne sont pas les amis du nom françois qui veulent le souiller d'un tel crime. Qu'arriveroit-il s'il se réalisoit jamais ? Poursuivis par ce forfait atroce, en butte à l'exécration & à la vengeance de tous les rois & de tous les peuples , vous entendriez s'élever de toute l'Europe un cri terrible.

Vous seriez éternellement flétris par le plus infame & le plus injuste assassinat. Les Anglois n'ont pas encore expié celui de Charles Ier., & Charles Ier. avoit fait la guerre à son peuple. — Et votre reine est innocente; elle est innocente, car elle est restée parmi vous , malgré les nombreuses menaces de ses ennemis ; elle est innocente, car les fables absurdes des millions envoyés à Vienne, n'ont pas même été alléguées dans la tribune des jacobins ; enfin elle est innocente , car aujourd'hui que personne ne la craint, personne cependant ne l'accuse.

Puisse le génie de la France & de la liberté éloigner de nous des telles horreurs. Puissions-

nous

nous bientôt revenir à la vérité & à la raiſon, connoître nos amis & nos ennemis, marcher d'un pas ferme dans la route de la liberté, & voir rentrer dans le néant ou s'éclipſer ſans retour, & les émiſſaires étrangers qui nous conſeillent de nous avilir & de nous perdre par des crimes, & les factieux ſcélérats qui ſe rendent leurs complices, parce qu'ils aiment encore mieux régner ou piller chez un peuple coupable & féroce, que de vivre ſans puiſſance dans le ſein d'une nation libre & douce, mais qui les auroit connus.